

REPORTERS SANS FRONTIÈRES

Secrétariat International

17, rue Abbé de l'Épée - 34000 Montpellier
 Téléphone 67 79 81 82 - Télécopie 67 79 60 80 - Télex 485 810
 13, rue du Mail - 75002 Paris
 Téléphone 49 26 01 88 - Télécopie 49 26 00 83

Date : 25/11/92

Réf : AF92/A024

Embargo : diffusion immédiate

COMMUNIQUE DE PRESSE**RWANDA****Les "escadrons de la mort" tuent et menacent les journalistes**

Voudrait-on supprimer des témoins "gênants" avant la prise en compte par la commission d'enquête internationale sur les violations des droits de l'homme au Rwanda? Reporters sans frontières exprime ses plus vives inquiétudes face à l'escalade d'extrême violence, qui semble provoqué et entretenu par des exécutifs de la présidence de la République, envers plusieurs journalistes rwandais.

Le dimanche 18 octobre 1992, Stration Byabagamba, chef de la mission catholique de la station d'Etat *Radio Rwanda*, est assassiné à son domicile (préfecture de Kigali). Volontiers critique envers le pouvoir en place, ce journaliste libéral (PI, opposition) travaillait également au secrétariat du journal radical *Kinyamateka*. Selon quatre témoins, les meurtriers seraient six personnes appartenant à la Coalition pour la défense de la République (CDR), une formation créée par le parti du chef de l'Etat, le Mouvement républicain national pour le développement (MRND). Ces six personnes auraient tué un journaliste ou commerçant, également membre de la CDR.

Alors que le ministre rwandais de la Justice, Stanislas Mbonampeka, dans un communiqué du 7 novembre 1992, affirme que "depuis le 16 avril dernier aucun journaliste n'a été victime d'arrestation ou de harcèlement", au moins trois reporters ont disparu au cours d'un tour dans les gorges de Kigali. Théoneste Muburantwili, journaliste du journal *Nyabarongo* a été emprisonné du 4 septembre à fin octobre. Il est le directeur de la publication extrémiste hutu *Kangura*, est dénoncé de l'Union africaine, rédacteur en chef du journal *Umuturava*, est emprisonné le 7 septembre. Ce dernier, ainsi que deux membres de sa rédaction, sont toujours détenus. Motif : Janvier Africa, ancien indicateur des services de renseignements rwandais.

journaliste, a publié un article mettant directement en cause plusieurs de ses collègues politiques et militaires proches de la Présidence de la République et de l'Armée, accusant de "parer" des escadrons de la mort à l'origine d'affrontements interethniques ayant fait plusieurs centaines de victimes. Ces "révélations" ont été démenties par les personnes mises en causes.

Plusieurs autres journalistes rwandais seraient dans le collimateur, notamment l'Abbé André Sibomana, président de l'Association des journalistes (AJR) et rédacteur en chef de *Kinyamateka*, plusieurs fois menacé de mort pour son témoignage, aurait été récemment averti qu'un "contrat" visant à le faire taire a été conclu avec des tueurs professionnels.

Reporters sans frontières demande expressément au Président de la République, Juvénal Habyarimana, ainsi qu'aux autorités compétentes du gouvernement de coalition de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour qu'une enquête publique soit ouverte sur cet acte de déstabilisation de l'État à Byabagamba. L'organisation pense que si les circonstances de cet acte ne sont pas éclaircies, ni ses auteurs identifiés et traduits devant la justice, dans le cas où certains haut-fonctionnaires ou hommes politiques seraient impliqués dans cet assassinat, l'impunité qui en découlerait pourrait laisser la voie libre à de nouveaux assassinats.

Reporters sans frontières demande, par ailleurs, la libération immédiate d'Assan Ingze et de Janvier Africa. Ne se prononçant pas sur le fond des articles incriminés, l'organisation, qui ne conteste pas qu'un journaliste puisse être poignardé, estime que ceux-ci devraient pouvoir comparaître libres en justice. Reporters sans frontières réitère, enfin, ses appels afin que toutes les mesures nécessaires soient prises pour la protection des journalistes qui sont menacés de mort uniquement pour avoir publié des informations qui déplaisent aux autorités.

Fin du communiqué

Pour tout renseignement complémentaire, vous pouvez prendre contact avec Reporters sans frontières à Montpellier au 67 79 81 82